

AFGHANISTAN

Manifestation contre les Américains après la mort de 4 frères

Des villageois en colère ont manifesté hier dans le sud de l'Afghanistan en portant les corps de quatre frères, dont trois enfants, tués selon eux par des hélicoptères d'attaque américains, a constaté un journaliste de l'AFP sur place.

Une centaine de manifestants s'est rassemblée dans le district d'Arghandab, près de la ville de Kandahar, où ils ont exposé les quatre corps, en réclamant le départ du pays des troupes américaines qui tuent des «innocents». L'armée américaine a de son côté indiqué à l'AFP avoir bombardé des «cibles rebelles» dans la zone et entamé une enquête après que des habitants des environs eurent affirmé que des civils y avaient été tués.

«La nuit dernière vers 01h (20h30 GMT mardi), des hélicoptères ont tiré quatre roquettes sur une maison, et l'ont détruite», a déclaré à la presse un responsable local d'Arghandab, Hazra Mohammad. Selon un

porte-parole américain, le lieutenant Robert Carr, les hélicoptères ont visé des rebelles à moto, à l'écart des zones habitées. Les villageois ont montré à la presse les corps de trois garçons qui avaient l'air d'avoir entre 10 et 13 ans, et un autre âgé d'environ 25, en précisant que ce dernier était également un civil. Un autre enfant et un homme, également civil, ont été blessés dans l'opération, a indiqué M. Mohammad. Les six victimes étaient des frères, a-t-il précisé. Les villageois en colère, arrivés à bord de sept camionnettes, ont accusé les Etats-Unis de vouloir «prendre» l'Afghanistan, au lieu d'aider son peuple, et critiqué l'incapacité du président Hamid Karzaï à protéger



Les violences se multiplient à trois semaines des élections.

les civils. M. Karzaï, qui brigue un second mandat lors des élections prévues dans deux semaines, a régulièrement appelé, en vain, ses alliés des forces internationales à cesser les

bombardements aériens, qui tuent régulièrement des civils et nourrissent un fort ressentiment au sein de la population. Selon les observateurs, une multiplication des victimes civiles

pourrait jeter leurs proches dans les bras des rebelles talibans, chassés du pouvoir à la fin 2001 par une coalition militaire internationale menée par les Etats-Unis.

Première visite du nouveau SG de l'Otan

Le nouveau secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a entamé hier, une visite en Afghanistan, première depuis sa prise de fonction lundi, a annoncé la Force internationale de l'Otan en Afghanistan (Isaf). «Il est ici», a indiqué le porte-parole de l'Isaf, le lieutenant Robert Carr, à propos de M. Rasmussen, qui a pris lundi ses fonctions à la tête de l'Alliance, qui compte 28 pays. M. Carr a précisé que M. Rasmussen faisait le tour des installations de l'Otan, et il qu'il allait rencontrer des «officiels de haut rang». Le premier déplacement de Rasmussen en Afghanistan intervient à deux semaines seulement du scrutin présidentiel et provincial, prévu pour le 20 août, alors que les violences dans le pays atteignent un niveau inédit depuis la chute des talibans en 2001.

Photo : DR

ÉTATS-UNIS

Obama réaffirme son engagement à soutenir le développement en Afrique

Le président américain Barack Obama a assuré l'Afrique du «soutien complet» de son Administration pour le développement du continent, dans un message enregistré diffusé hier à Nairobi lors d'une conférence du Programme américain sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (Agoa). «Je vois l'Afrique comme une partie fondamentale de notre monde», a déclaré le président Obama aux participants à la conférence, ouverte par la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, en visite au Kenya dans le cadre d'une tournée africaine. «Et je vous assure du soutien complet et du partenariat des Etats-Unis», a-t-il ajouté.

A l'ouverture de cette conférence, M^{me} Clinton a appelé hier les pays africains à s'attaquer aux fléaux de la corruption et de la criminalité pour promouvoir une «bonne gouvernance» indispensable à la croissance économique du continent. «Le véritable progrès économique en Afrique dépendra de gouvernements responsables qui rejettent la corruption, appliquent l'Etat de droit et obtiennent des résultats pour leurs peuples», a-t-elle déclaré. Selon la ministre américaine, le progrès dépendra de la bonne gouvernance et de l'adhésion à l'Etat de droit, «conditions essentielles pour créer un climat positif et prévisible pour les investissements et une croissance économique globale».

NOUVELLE-CALÉDONIE

Six blessés dans des violences

Six personnes, dont deux gendarmes, ont été blessées hier dans le territoire français de Nouvelle-Calédonie, un archipel du Pacifique, perturbé depuis une dizaine de jours par des manifestations d'un syndicat indépendantiste, selon des sources officielles.

Les troubles ont eu lieu à la périphérie de Nouméa, la ville principale de ce territoire situé à 1 500 km de l'Australie et qui jouit d'une large autonomie au sein de la République française.

L'un des deux gendarmes blessés a été touché par une balle de 7,5 mm, utilisée dans des armes du type «carabine de grande chasse», très répandue en Nouvelle-Calédonie, l'autre par un jet de boulon. Quatre manifestants ont été blessés.

Le syndicat indépendantiste USTKE, soutenu à Paris par l'extrême-gauche, multiplie les manifestations et les blocages d'entreprises pour protester

contre l'incarcération fin juin de son président, Gérard Jodar, et de cinq adhérents après un coup de force à l'aérodrome local.

Les syndicalistes intervenaient alors dans un conflit social au sein de la compagnie aérienne locale Aircal.

De violents affrontements avaient fait lundi une trentaine de blessés parmi les forces de l'ordre.

Paris a décidé hier de dépêcher un escadron supplémentaire de gendarmes mobiles, soit environ 70 hommes, en renfort aux quatre qui se relaient en permanence en Nouvelle-

Calédonie. «L'USTKE n'est pas dans une démarche de dialogue social, mais dans une démarche d'affrontement systématique» dans le but de «radicaliser les positions en Nouvelle-Calédonie», a affirmé la secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard.

La situation sociale est marquée en Nouvelle-Calédonie par de fortes inégalités sociales, comme dans les autres territoires ou départements français d'outre-mer. Les deux principales îles des Antilles françaises, la Guadeloupe et la Martinique, s'étaient embrasées en début d'année au cours d'un mouvement social réclamant des hausses de salaires et des baisses de prix.

Le statut de large autonomie de la Nouvelle-Calédonie avait été accordé à la fin des années

1980 après des affrontements sanglants entre indépendantistes et forces de l'ordre. Une opération des forces françaises pour libérer des gendarmes pris en otage par des indépendantistes avait notamment fait 21 morts en 1988 dans la localité d'Ouvéa.

Selon les accords conclus entre la France et les différentes forces politiques, l'archipel doit se prononcer entre 2014 et 2018 sur son indépendance, à l'occasion d'un référendum d'autodétermination.

Dans l'archipel, ces tensions sociales commencent à avoir un effet sur la vie quotidienne et l'économie. Dans les magasins, certains produits, tels que la farine, les œufs, le gaz ou le pain, commencent à manquer, tandis que de nombreux chantiers du bâtiment sont arrêtés.

MADAGASCAR

Les forces armées malgaches refusent un accord signé sous pression internationale

Les forces armées malgaches du gouvernement de transition de Madagascar ont fait savoir, hier mercredi, que tout accord signé à Maputo, au Mozambique, sous une pression internationale ne sera pas accepté.

Dans un communiqué publié hier à Antananarivo, les ministres de la Défense, de la Sécurité intérieure, à savoir Noël

Rakotonandrasana et Organès Rakotomihantarizaka, ainsi que le secrétaire d'Etat de la gendarmerie nationale, Claude Ravelomanana, ont déclaré qu'ils «sont favorables à la rencontre de mercredi entre les dirigeants politiques malgaches à condition qu'elle soit orientée vers une sortie de crise politique». Ils ont signifié également que toute décision qui va à

contre courant de l'intérêt national ne «peut être acceptée et appliquée à Madagascar» et les décisions devaient être prises «en toute liberté». Ils ne «devraient pas signer une charte ou un accord par la force», précise le communiqué. Selon cette source, les forces armées, la gendarmerie et la police «refusent le retour au pouvoir de l'ancien président Ravalomanana,

estimant que cela conduira inévitablement à de graves troubles dans le pays». Les dirigeants de l'autorité de transition à Madagascar Andry Rajoelina, et son rival, le président déchu Marc Ravalomanana, se sont rencontrés hier à Maputo pour tenter avec l'aide d'une médiation internationale de résoudre la crise politique à laquelle est confrontée l'île malgache.